

Turquie/Un mois après la tentative de coup d'Etat " La vie a repris son cours normal "

LLIM

Libreville/Gabon

C'est l'essentiel du message délivré par l'ambassadeur de Turquie au Gabon, Nurdan Bayraktar Golder, au cours d'une conférence de presse qu'elle tenait, hier, à la chancellerie.

L'AMBASSADEUR de Turquie auprès de la République gabonaise, Nurdan Bayraktar Golder, a organisé hier, dans les locaux de son ambassade, une conférence de presse à laquelle ont pris part certains médias.

Objectif : rassurer les autres Etats de ce qu' : "(...) il n'y a aucune restriction relative à la visite des étrangers en Turquie, que ce soit pour les études, le commerce ou le tourisme".

En effet, revenant sur les derniers événements survenus en Turquie, dans la nuit du 15 au 16 juillet dernier, la représentante de



Photo : L.LIM

L'ambassadeur de Turquie au Gabon, Nurdan Bayraktar Golder, s'adressant à la presse.

l'Etat turc au Gabon a tenu rassurer "les amis de la Turquie" de ce que : "la vie quotidienne a repris son cours normal". Bien avant, elle est revenue sur le déroulement des événements ayant conduit les dirigeants turcs à décréter l'état d'urgence : "Sous la directive de ses membres infiltrés au sein de l'armée, l'organisation terroriste FETÖ a mené, le 15 juillet 2016, une tentative de coup d'Etat dans plusieurs villes de Turquie

et notamment à Ankara et à Istanbul. Cette tentative visait à renverser le gouvernement démocratiquement élu", a-t-elle affirmé. Aussi, a-t-elle salué le ralliement du peuple à la cause de l'Etat : "Les Turcs sont très attachés à leur République fondée en 1923 par Kemal Atatürk ainsi qu'aux valeurs et aux normes universelles démocratiques. Ils sont également attachés aux institutions républicaines et à leur gouvernement dé-



Photo : L.LIM

Les représentants de médias lors de la conférence de presse à l'ambassade de Turquie.

mocratiquement élu comme le démontre le meeting à Istanbul le week-end dernier, où cinq millions de Turcs étaient présents".

Répondant à la question sur les perturbations que pourraient occasionner les purges opérées à l'intérieur de la Turquie dans les négociations pour l'entrée de cet Etat dans l'Union Européenne (UE), Mme Bayraktar Golder a répondu que : "Notre relation avec l'UE est une longue histoire

qui a débuté dans les années 1960. Nous savons ce que nous voulons et c'est à nos collègues européens de décider ce qu'ils veulent aussi. Nous pensons que nous partageons les valeurs universelles avec les Européens. Et je ne pense pas que ce soit un élément qui puisse avoir des répercussions négatives sur nos relations. Peut-être à courte durée. Mais comme je dis, c'est un voyage qui à long terme trouvera un véritable compromis".

Rwanda - RDCongo/Diplomatie

Kagame et Kabila s'engagent à " redynamiser " leurs relations

AFP

Rubavu/Rwanda

LES présidents rwandais Paul Kagame et congolais Joseph Kabila se sont rencontrés hier dans l'ouest du Rwanda où ils se sont engagés à "redynamiser" leurs relations, marquées depuis de longues années par la défiance, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les deux chefs d'Etat, accompagnés de délégations ministérielles de haut niveau, se sont entretenus dans la ville de Rubavu au Rwanda, à la frontière avec la République démocratique du Congo.

"S'agissant de la coopération dans le domaine de la sécurité, les deux parties se sont félicitées des progrès réalisés dans les efforts visant à l'éradication des

forces négatives, et ont également souligné l'importance de la mise en place d'un mécanisme étroit d'échange de renseignements", détaille un communiqué de presse conjoint.

La présence dans l'est de la RDC de la rébellion des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) empoisonne les relations entre les deux pays depuis de nombreuses années. Le Rwanda a envahi son voisin par deux fois, directement ou par milices interposées, lors des deux guerres du Congo (1996-1997 et 1998-2003).

Après ces deux conflits qui ont laissé la RDC exsangue, Kigali a soutenu une succession de rébellions à dominante tutsi dans l'est congolais, et Kinshasa accuse régulièrement le



Photo : AFP

Le président congolais Joseph Kabila (accueilli ici par la ministre rwandaise des Affaires Etrangères, Louise Mushikiwabo) et son homologue Paul Kagame d'accord pour donner un nouveau souffle à la coopération bilatérale.

Rwanda de déstabiliser sa façade orientale. De son côté, le gouvernement rwandais reproche aux autorités congolaises de ne rien faire pour mater les FDLR, voire de les soutenir.

Les FDLR sont présentes dans l'est de la RDC depuis la fin du génocide au Rwanda en 1994, au cours duquel environ 800 000 personnes ont été tuées, essentiellement parmi la minorité tutsi, selon l'Onu.

Opposés à M. Kagame, les FDLR sont toujours considérées par Kigali comme une menace stratégique majeure, même si ces forces n'ont mené aucune action d'envergure en territoire rwandais depuis plusieurs années.

Outre le volet sécuritaire, les présidents Kagame et Kabila ont convenu vendredi de renforcer la coopération des deux pays dans les domaines du commerce transfrontalier et de l'énergie, notamment "dans l'exploitation du gaz méthane dans le lac Kivu".

Ils se sont également engagés "à des efforts mutuels pour la redynamisation de leurs relations bilatérales, notamment par l'intensification des relations diplomatiques" entre leurs deux pays, conclut le communiqué.

Syrie/Conflit

Les jihadistes de l'EI enlèvent 2 000 civils dans le nord

AFP

Beyrouth/Liban

DES combattants du groupe jihadiste Etat islamique (EI) ont pris hier en otage environ 2 000 civils qu'ils ont emmenés avec eux en fuyant la ville de Minbej dans le nord de la Syrie, ont indiqué une ONG et une alliance antijihadistes.

Cette alliance de combattants arabes et kurdes regroupés au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) a pris le 6 août Minbej aux jihadistes dont un

petit nombre continue de résister dans cette cité située dans la province d'Alep.

"En se retirant d'al-Sireb, le dernier quartier où ils étaient retranchés à Minbej, les jihadistes ont enlevé quelque 2 000 civils dont des femmes et des enfants", a indiqué à l'AFP un porte-parole militaire des FDS Cherfane Darwich. "Ils ont utilisé ces civils comme boucliers humains lors de leur retrait, ce qui nous a empêchés de les prendre pour cible", a-t-il ajouté.

Les jihadistes ont fui avec leurs otages vers la ville de Jarablous, un fief de l'EI

situé à une quarantaine de km au nord de Minbej, près de la frontière turque, selon les FDS.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui s'appuie sur un vaste réseau de sources et de militants dans le pays en guerre, a confirmé l'enlèvement des civils.

"Les combattants de Daech ont enlevé quelque 2 000 civils qui ont été emmenés dans 500 voitures en direction de Jarablous", a dit l'ONG en utilisant un acronyme en arabe de l'EI.

Les voitures utilisées appartenaient à des civils habitant dans le quartier

d'al-Sireb, selon l'OSDH. Selon un responsable des FDS, une centaine de jihadistes étaient retranchés dans ce quartier.

L'alliance arabo-kurde a affirmé leur avoir proposé de se retirer en épargnant les civils, mais l'EI n'a pas réagi à leur offre.

Hier après-midi, les FDS continuaient de ratisser le quartier al-Sireb, où les derniers jihadistes s'étaient cachés devant la progression des FDS. Minbej était un bastion de l'EI sur sa route de ravitaillement entre la Turquie et sa capitale de facto en Syrie à Raqa, plus à l'est.

Appuyées par les avions de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, les FDS avaient lancé le 31 mai leur offensive pour reprendre ce fief jihadiste.

Des dizaines de milliers d'habitants avaient réussi à fuir la ville avant qu'elle ne soit complètement assiégée par les FDS, mais des dizaines de milliers d'autres avaient été pris au piège des combats. Les FDS avaient affirmé que l'utilisation par les jihadistes d'habitants comme boucliers humains avait retardé la prise de la ville, car elles voulaient éviter des victimes civiles.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Droits de l'Homme. Le rapport qui accable Kigali**

L'Onu a présenté hier un rapport accablant sur des centaines d'exécutions, de cas de torture et de viols commis au Burundi et a donné deux mois au gouvernement pour répondre de ces accusations.

• **Côte d'Ivoire/Politique. Une responsable du FPI arrêtée**

Une responsable des femmes du Front populaire ivoirien (FPI), le parti de l'ex-président Laurent Gbagbo, Antoinette Rouissa Meho, a été arrêtée à son domicile de Yopougon, quartier populaire de l'ouest d'Abidjan, a annoncé hier son avocat à l'AFP.

• **Niger-Burkina Faso/Intempéries. Au moins 26 morts dans les deux pays**

Au moins quatorze personnes sont mortes et plus de 46 000 autres ont été déclarées sans-abri depuis juin au Niger, après des inondations catastrophiques provoquées par de fortes pluies. Au Burkina faso voisin, ce sont au moins douze personnes qui ont trouvé la mort.

A travers le monde

• **France/Justice. Jacqueline Sauvage reste en prison**

La demande de libération conditionnelle de Jacqueline Sauvage, 68 ans, condamnée à dix ans de prison pour le meurtre de son mari violent a été rejetée hier, douchant les espoirs de ses proches après la grâce partielle accordée par le président François Hollande.

• **Russie/Politique. Poutine remplace le puissant chef de l'administration présidentielle**



Photo : AFP

Vladimir Poutine a opéré hier un changement majeur au Kremlin en remplaçant le chef de son administration, un poste stratégique à un an et demi de la présidentielle, occupé jusqu'à présent par un de ses proches, Sergueï Ivanov.

• **Ukraine/Conflit. Kiev accuse à son tour Moscou**

L'Ukraine a accusé hier la Russie de préparer des troubles sur son territoire, une tension entre ces deux voisins ravivée par la question de la Crimée et qui inquiète la communauté internationale.